

augmentations qu'ils se proposaient de demander de toute façon. En outre, le patronat se rend toujours à leurs exigences, de sorte qu'il sera d'autant plus difficile de vendre nos produits au Canada et à l'étranger.

Troisièmement, monsieur l'Orateur, nous nous opposons à cette surtaxe de 5 p. 100 parce qu'elle accroît de nouveau le coût de la vie déjà fort élevé au pays.

Notre principale raison de nous opposer à la mesure, c'est que nous n'avons nullement confiance au gouvernement à cause du sort qu'il fait subir à l'économie canadienne. A maintes reprises depuis deux ans, nous avons demandé, dans des discours et des questions, ce que le gouvernement était en train de faire. Nous avons produit des chiffres fournis par l'organisme officiel en ce domaine, soit le Bureau fédéral de la statistique. Examinez de près ce que le gouvernement actuel accomplit et vous vous rendrez compte pourquoi certains députés n'ont pas confiance dans le gouvernement et pourquoi le peuple canadien, d'après le sondage Gallup, perd chaque jour de plus en plus confiance. Considérons le coût de la vie. Il en coûte exactement \$1.05 pour acheter aujourd'hui ce qui coûtait \$1 il y a un an. Voilà l'inflation que le pays a connue depuis 12 mois. Depuis quatre ans, le coût de la vie a monté de 14 p. 100. Peut-on avoir confiance dans un gouvernement qui permet un tel état de choses? Je réponds que non.

● (5.00 p.m.)

Le chômage n'a jamais été aussi élevé depuis quatre ans, puisqu'il englobe 6.1 p. 100 des effectifs de la main-d'œuvre. En diverses occasions, j'ai demandé au premier ministre au moyen de quelles nouvelles politiques il allait combattre le chômage, mais il a simplement éludé la question en riant, comme l'ont fait le ministre des Finances et tous les autres ministres auxquels la question a été posée. Si nous leur signalons la gravité de la situation, nous n'obtenons que la même réponse et que le même sourire affecté. Ils esquivent le sujet; évidemment, ils ne s'y intéressent pas. Seuls semblent s'y intéresser les députés de ce côté-ci de la Chambre et les chômeurs eux-mêmes, d'ailleurs très vivement.

Prenons le chapitre de la productivité. Un pays ne peut soutenir la concurrence que s'il réussit à maintenir les frais au même niveau que ceux de ses compétiteurs. Récemment, la Grande-Bretagne a dû dévaluer sa monnaie simplement parce que la productivité n'augmentait pas chez elle aussi rapidement que

chez ses principaux concurrents. Les produits de ceux-ci se vendaient moins cher non seulement ailleurs, mais encore en Grande-Bretagne; elle a donc été forcée de dévaluer la livre.

Sur le plan international, la même chose se produira pour notre pays d'ici deux ans si le gouvernement ne fait pas beaucoup plus pour combattre la baisse de la productivité. Voyons quel est exactement le taux de cette diminution. De 1945 à 1965, notre productivité s'est accrue en moyenne de 3.4 p. 100 par année. Cela nous a permis de demeurer sur le même pied que nos principaux concurrents. Toutefois, en 1966, notre productivité n'a augmenté que de 2 p. 100 et, au cours des neuf premiers mois de l'année en cours, elle ne s'est accrue que de 0.4 p. 100 par rapport aux neuf premiers mois de l'an dernier. Le taux de croissance de notre productivité diminue régulièrement, ce qui signifie que nos chances de soutenir la concurrence sur les marchés canadiens et étrangers diminuent chaque jour. Je l'ai signalé au premier ministre, au ministre des Finances et au ministre de l'Industrie. Je leur ai demandé ce qu'ils comptaient faire pour accroître notre productivité. J'ai proposé des stimulants fiscaux pour encourager les industries à acheter de nouvelles machines, à construire de nouvelles usines et à adopter de nouvelles méthodes de production, ce qui leur permettrait d'accroître notre productivité au même rythme que nos principaux concurrents.

Quand je parle de ces choses au ministre des Finances, il se contente de rire. Il dit que ce que nous faisons est satisfaisant, que c'est parfaitement suffisant et que notre politique fera augmenter notre productivité. Voilà deux ans qu'il le répète et notre productivité n'a pas cessé, depuis, d'aller de mal en pis.

Voyons ce que le gouvernement refuse de faire pour l'accroître. Un des moyens d'augmenter la productivité est de former la main-d'œuvre, d'élargir l'éventail de ses possibilités en l'adaptant à de nouvelles techniques. Il n'y a pas de place dans le monde actuel pour ceux qui n'ont ni habileté manuelle ni qualifications intellectuelles. Il faut, de surcroît, posséder les nouvelles techniques. Nous le savions, aussi le gouvernement conservateur établit-il, en 1961 et 1962, un programme de formation de la main-d'œuvre. Nous avons contribué, avec l'aide des provinces, à la construction d'au moins 224 écoles d'apprentissage. Nous en avons agrandi 130 autres et nous avons procuré chaque année des possibilités de formation supplémentaire à 140,000 jeunes gens et jeunes filles.

[L'hon. M. Hees.]